

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA, UNE PRÉSIDENTENCE SANS PARTAGE

HASSANE ZERROUKY *

Face à un large appel au boycott, la campagne électorale en trompe l'œil, sans débats contradictoires significatifs, s'est achevée dans l'indifférence générale en confirmant un troisième mandat au président.

Son second mandat avait été marqué par la reprise en main du FLN, du syndicat, et l'épuration des hauts cadres militaires, faisant rentrer l'armée dans le rang, ainsi que par les attaques contre la presse. Les divers partis de l'opposition ont connu la désunion et l'éclatement et se retrouvent marginalisés dans l'espace politique, tandis que le religieux et les forces conservatrices regagnent de l'influence. L'objectif du président semble de réintégrer dans la vie politique les courants islamistes, écartant ainsi les possibilités d'une alternative démocratique moderniste.

Le 9 avril, Abdelaziz Bouteflika, 72 ans, est réélu avec 90,24% de voix. Après deux mandats, soit dix ans de pouvoir (1999-2009), il rempile pour cinq ans. À la fin de son troisième mandat, en 2014, il aura dirigé l'Algérie durant 15 ans, une durée qu'aucun chef d'État algérien, parmi ceux qui ont été à la tête de ce pays depuis 1962, n'a atteinte. Houari Boumediene, emporté par la maladie en décembre 1978 à l'âge de 46 ans, est resté 13 ans au pouvoir. Son successeur, Chadli Bendjedid, contraint à la démission en janvier 1992, a cumulé 13 ans d'exercice.

Retour sur le scrutin du 9 avril

Si aujourd'hui, Abdelaziz Bouteflika est en passe de battre le record de longévité au pouvoir de ses prédécesseurs, c'est grâce à la révision constitutionnelle adoptée, sans débat, par le Parlement, le 12 novembre 2008, en violation de la loi! La loi amendée, qui a mis fin à la limitation du nombre de mandats présidentiels (limité à

* JOURNALISTE À L'HUMANITÉ

deux dans le texte précédent) a ouvert la voie à Abdelaziz Bouteflika pour un troisième exercice, voire un quatrième, pour ne pas dire à une présidence à vie et par voie de conséquence ferme la porte à l'alternance politique.

Ce 12 novembre, chacun était donc averti que l'élection présidentielle du 9 avril 2009 ne serait qu'une formalité et que rien n'empêcherait Abdelaziz Bouteflika de se succéder à lui-même. Sa seule crainte—mais le pouvoir allait tout faire pour l'écarter—était l'abstention! En effet, aux élections législatives de mai 2007 et aux élections locales d'octobre de la même année, la participation n'avait pas dépassé le seuil des 35%. De plus, l'absence de candidats de poids en mesure de crédibiliser la réélection de Bouteflika n'était pas faite pour arranger les choses: sollicité, l'ancien président Liamine Zeroual a refusé de prendre part à un scrutin biaisé et de cautionner le principe de la fin des limitations de mandats. Le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui ont également refusé de participer, ont décidé de mener campagne pour le boycott. Même l'islamiste Abdellah Djaballah qui aurait pu assurer le rôle de solide « lièvre » a estimé que les « jeux étaient faits »! Au final, Abdelaziz Bouteflika s'est retrouvé face à cinq candidats n'ayant aucune notoriété et démunis d'appareils militants en mesure de relayer leur campagne. Ces « sanafirs » (Schtroumpfs) ainsi désignés par les Algériens étaient donc appelés à faire de leur mieux pour animer la campagne et faire croire à un semblant d'enjeu.

10

En attendant, tirant les leçons des scrutins précédents caractérisés par une abstention record (65%), le pouvoir politique va tout faire pour intéresser les gens afin que le président-candidat soit réélu avec une majorité confortable sur fond de participation record. Mosquées et institutions scolaires sont mises à contribution, spots publicitaires passant en boucle sur les radios et télévisions, placards publicitaires dans la presse écrite, commerces bien situés loués à coups de millions de dinars et transformés en permanences électorales du président-candidat, diffusant de la musique pour attirer le chaland et donner l'idée d'un pays en fête... Rien n'aura été épargné à des Algériens qui avaient d'autres soucis en tête, notamment la brusque augmentation du coût de la vie couplée à une baisse du pouvoir d'achat du plus grand nombre!

Dans ce climat électoral en trompe l'œil, visant à accréditer l'annonce d'un raz-de-marée électoral et à démentir tous les commentaires et écrits prédisant le contraire, les appels au boycott lancés par les partis de l'opposition étaient d'une part ignorés par les médias lourds et, d'autre part stigmatisés par les candidats en lice qui appelaient les Algériens à ne pas écouter les « boycotteurs » et à voter « massivement ».

Or, en dépit de ce matraquage sans précédent, les « masses » ne se sont pas bousculées aux meetings animés par les candidats. Ceux qui, par exemple, assistaient sur invitation aux meetings d'Abdelaziz Bouteflika—essentiellement des fonctionnaires triés sur le volet, des militants de partis le soutenant et de membres d'organisations de masse (moudjahidin, enfants de martyrs de la guerre d'indépendance, femmes, paysans)—étaient amenés par bus et bénéficiaient d'une journée chômée. À charge pour les trois chaînes de télé publiques—c'est ce qu'elles ont fait—de diffuser des images visant à accréditer l'existence d'un réel engouement populaire pour cette élection pas comme les autres.

En tout cas, rien de comparable avec l'élection présidentielle de 2004 au cours de laquelle Bouteflika avait affronté des adversaires de poids comme le secrétaire général et ancien Premier ministre Ali Benflis, voire le candidat démocrate Saïd Sadi ou l'islamiste Djaballah, candidats qui, quoi qu'on en pense, disposaient d'une base sociale militante. En 2004, le scrutin présidentiel était marqué par un réel enjeu, des débats d'idées, même si certains considéraient qu'ils étaient biaisés, une liberté de ton, une réelle participation populaire aux meetings animés par les différents candidats, et le taux de participation avait été de 58 %. En revanche, en 2009, la campagne électorale a été lisse. Elle s'est déroulée sans incident majeur, sans attentat, et ce en dépit d'une menace terroriste bien réelle. Une campagne bien tranquille, marquée par l'absence de débats contradictoires sur des projets de société, d'adversaires de poids, avec des candidats pratiquement inconnus du grand public à la seule exception de Louisa Hanoune et, bien sûr, d'Abdelaziz Bouteflika, candidat omniprésent par l'image dans tout le pays. Une campagne à sens unique, où les meetings du président-candidat n'étaient pas ouverts au public puisque n'y ont pris part que ceux qui étaient munis d'une invitation. Une campagne où, et ce fut le seul bémol, les partisans du boycott (RCD et FFS) ont tout de même réussi à faire entendre un autre son de cloche, et où le seul et véritable enjeu restait donc la participation !

Cette élection présidentielle s'est finalement déroulée dans une indifférence généralisée comme si elle avait eu lieu dans un autre pays. Nul besoin donc de lancer des appels au boycott parce que les Algériens l'avaient intégré de fait. Et comme personne n'a été témoin de bousculades monstres devant les bureaux de vote—cela se serait vu—tout indique que le taux de participation de 74,11 % a été gonflé ! Selon le FFS (Front des forces socialistes), il a été de 18 %, tandis que le RCD a avancé un taux de moins de 25 %. Quant à la trotskiste Louisa Hanoune, qui a pris soin d'épargner le chef

de l'État dans ses critiques, elle a qualifié le taux de participation de digne «des républiques bananières»!

Question: comment un homme usé par dix ans de pouvoir, affaibli par la maladie—il fut hospitalisé à deux reprises en décembre 2005 puis en avril 2006 – qui l'avait tenu éloigné du pouvoir pendant près d'un mois, de décembre 2005 à janvier 2006, le contraignant à réduire son activité, et dont le bilan à la tête du pays, en dépit d'une manne pétrolière sans précédent, n'a pas été la hauteur des attentes populaires, s'est-il assuré un pouvoir sans partage?

2004-2009, le début d'un règne sans partage...

Contrairement à l'élection d'avril 2004 où sa candidature pour un second mandat ne faisait pas l'unanimité au sein des appareils d'État, notamment de l'armée, celle de 2009 a bénéficié d'un large consensus au sein de l'État. Elle n'a donné lieu à aucun accroc: pas de scandales touchant ses proches étalés dans la presse, pas de nouvelles révélations sur son état de santé laissant croire à un retrait de candidature en dernière minute, plus généralement pas de crise majeure dans le pays et au sommet de l'État comme ce fut le cas en 2001 avec la crise en Kabylie, le limogeage en mai 2003 de son Premier ministre et secrétaire général du FLN, Ali Benflis, avec en toile de fond une sérieuse crise sociale ayant pour point d'orgue une grève de 48 heures contre la privatisation du secteur de l'énergie (pétrole et gaz notamment) et pour une hausse des salaires. En 2009, la candidature et la réélection de Bouteflika semblaient réglées comme du papier à musique.

C'est qu'en cinq ans (2004-09), beaucoup de choses se sont passées. En juillet 2004, trois mois après la réélection dans des conditions contestées d'Abdelaziz Bouteflika, le chef de l'état-major de l'armée, le général Mohamed Lamari, est «mis à la retraite». Durant l'année 2003, ce tout-puissant chef militaire avait laissé entendre, à travers de multiples entretiens à la presse algérienne et internationale, que l'armée ne soutenait plus Bouteflika. En août 2005, le général Larbi Belkheir, véritable éminence grise du pouvoir algérien, l'homme qui avait convaincu en 1998 ses pairs généraux d'appuyer la candidature de Bouteflika et d'en faire le candidat de l'armée, est poussé vers la sortie: directeur de cabinet du chef de l'État, il est nommé ambassadeur au... Maroc! Avec le départ de Mohamed Lamari, remplacé par le général Gaïd Salah, la «mise à la retraite» de plusieurs autres officiers de haut rang, puis le départ du général Larbi Belkheir, l'armée algérienne donne l'impression d'être rentrée dans le rang.

Le FLN, première force parlementaire, est repris en main par les partisans de Bouteflika: son secrétaire général et candidat

malheureux au scrutin présidentiel, Ali Benflis, démissionne de ses fonctions au sein du parti. Karim Younes, président de l'Assemblée nationale, numéro deux du parti, jette également l'éponge. Dans les mois qui suivent, le FLN est le théâtre d'une épuration en règle. Un congrès dit de « réunification » élit Abdelaziz Belkhadem secrétaire général du FLN et ajoute à ses statuts une clause verrouillant toute possibilité pour cette formation de désigner un candidat à la présidentielle sans l'aval d'Abdelaziz Bouteflika, désigné pour l'occasion président du parti. La nouvelle direction mettra d'ailleurs à profit le scrutin législatif de mai 2007 pour se débarrasser de tous les députés qui avaient soutenu Ali Benflis.

Le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) est également secoué par une mini-crise. Plusieurs de ses dirigeants quittent le parti ou en sont exclus. Khalida Messaoudi, qui a préféré rester au gouvernement au plus fort moment de la crise kabyle en 2001, choisit définitivement le camp présidentiel : sous le second mandat de Bouteflika, elle est nommée ministre de la Culture après avoir occupé celui de la Communication. Amara Benyoune, qui avait démissionné en 2001 du gouvernement en signe de protestation contre la répression en Kabylie, quitte à son tour le RCD, fonde un nouveau parti, l'UDR (Union pour la démocratie et la république), et rejoint également le camp présidentiel. Affaibli par la crise en Kabylie, le MCB (Mouvement culturel berbère) implose : son président, Mouloud el-Hadi Ali, et plusieurs cadres du mouvement, rejoignent à leur tour le camp présidentiel. L'ANR (Alliance nationale républicaine) n'est pas en reste : bien que désavouée par son fondateur, l'ancien Premier ministre Redha Malek, elle choisit de soutenir la candidature de Bouteflika...

Plus à gauche, le MDS (Mouvement démocratique social) n'a pas survécu au décès en juillet 2005 de son fondateur, Hachemi Chérif. Issu de la mouvance communiste, ce parti a imploré et s'est scindé en deux mouvements distincts : le premier, dirigé par Hocine Ali, continue d'activer sous le même nom ; quant au second, fondé le 1^{er} décembre 2008, dirigé par Moulay Chentouf, il s'active sous l'appellation de Mouvement démocratique social et laïc (MDSL).

Même la mouvance islamiste opposée à Bouteflika est gagnée par la contestation interne. El Islah, fondé par Abdallah Djaballah, est secoué par une série de crises internes, avant que son leader ne soit évincé en mai 2007 de la tête du parti au profit d'un homme plus acceptable par le régime, Djahid Younsi, lequel sera candidat au scrutin présidentiel de 2009 ! Quant au Parlement, il s'est définitivement transformé en chambre d'enregistrement.

L'UGTA (la centrale syndicale) rentre également dans le rang et devient un acteur actif de la politique économique et sociale du

président Bouteflika. Ainsi, après s'être opposée à la privatisation des hydrocarbures, elle a fini par soutenir cette mesure, avant de rallier le camp présidentiel et faire sien son programme social et économique. Et pour mettre au pas les syndicats autonomes, seuls acteurs sociaux échappant au contrôle de l'État et, partant, pour briser le mouvement social, le pouvoir politique a trouvé la parade : chaque fois qu'un mouvement de grève est déclenché, la justice, saisie par les pouvoirs publics, prononce dans tous les cas son illégalité ; ce qui contraint les syndicalistes à deux possibilités : arrêter le mouvement social ou subir les rigueurs de la loi.

En arrière-plan, les attaques contre la presse se multiplient. En juillet 2004, un mois après la condamnation de son directeur, Mohamed Benchicou, à deux ans de prison, *Le Matin* cesse de paraître et est toujours interdit de parution. Les procès contre les journalistes se succèdent durant près de deux ans. N'eût été la pression internationale, au moins une vingtaine d'entre eux, condamnés en premier appel à des peines allant de six à deux ans de prison, risquaient l'emprisonnement, avant d'être finalement amnistiés en juillet 2006.

14

C'est aussi dans ce contexte qu'a lieu (janvier-mai 2007) le retentissant procès de Khalifa Bank où seuls les seconds couteaux ont été condamnés. Réfugié à Londres, le principal accusé, le milliardaire Abdelmoumen Khalifa, a été condamné à la prison à vie par contumace. Reste qu'à travers ce procès, Abdelaziz Bouteflika et ceux qui le soutiennent ont voulu montrer qu'en dépit des appuis au plus haut sommet de l'État dont a bénéficié A. Khelifa pour bâtir son empire financier, ils étaient désormais les seuls maîtres à bord. En effet, aucun des puissants du régime qui avaient aidé Khalifa n'a pu empêcher sa condamnation.

Rétrécissement du champ politique sur fond de retour du religieux dans l'espace public

En parallèle, le champ politique se rétrécit. Invoquant l'état d'urgence, en vigueur depuis 1992, les autorités interdisent les réunions et activités publiques des partis de l'opposition démocratique ainsi que leur accès aux grands médias (TV et radios). Du fait de cette situation, ils sont, pour ainsi dire, de moins en moins audibles et de moins en moins visibles du grand public...

L'un n'allant pas sans l'autre, ce rétrécissement du champ politique et des espaces d'expression s'est accompagné d'un retour du religieux, de l'intolérance et du conservatisme social à tous les niveaux et d'un regain de la délinquance sociale. Le discours politique officiel recourt de plus en plus au religieux. Qui plus est, outre la

diffusion des appels quotidiens à la prière (cinq fois par jour) et de la grande prière du vendredi, une plus grande place est accordée aux émissions et fictions religieuses sur les télévisions et les radios. Le tout sur fond de censure à l'endroit de tout ce qui est considéré comme contraire aux valeurs de l'islam, y compris les émissions de variété grand public. Et toujours au nom de la défense de l'islam-nationalisme, des romans de Boualem Sansal, de Salim Bachi sont interdits de librairie, des procès sont intentés contre des Algériens pour n'avoir pas observé le jeûne du ramadan ou contre ceux qui se sont convertis au christianisme : parmi les personnes poursuivies, le cas de Habiba Kouider, 37 ans, a soulevé une profonde émotion et provoqué une mobilisation de la société civile. Sous prétexte de moralisation des mœurs, des bars-restaurants et débits de boissons – plus de 1000 rapporte la presse algérienne – ainsi que des boîtes de nuit, ont été fermés ou ont vu leurs licences d'exploitation non renouvelées.

Ce retour du religieux sous sa forme la plus réactionnaire est à mettre en rapport avec la stratégie de réconciliation nationale qui s'est traduite par un rapprochement spectaculaire du pouvoir avec le courant islamiste, en vue du troisième mandat auquel se préparait Abdelaziz Bouteflika : en témoigne, en plus des milliers d'islamistes libérés et des tueurs notoires amnistiés, la libération du fondateur du GIA, Abdelhaq Layada, en mars 2006, libération suivie deux mois après par la nomination en mai 2006 au poste de Premier ministre d'Abdelaziz Belkhadem, nomination à laquelle s'était opposée l'armée en 2000 en raison des accointances de ce dernier avec la mouvance islamiste toutes tendances confondues. Trois mois après cette nomination, en septembre, on assiste au retour en Algérie du dirigeant du FIS en exil, Rabah Kébir, qui reçoit un accueil quasi officiel et a même droit à un entretien avec le Premier ministre!

En outre, longtemps masqués par le terrorisme, la délinquance, l'incivisme, le trafic de drogue, le développement des filières d'immigration clandestine et le banditisme sont en forte augmentation. Les bagarres parfois mortelles entre supporters de football, et entre bandes rivales dans certains quartiers d'Alger et d'Oran, sont devenues un exutoire à l'absence de perspectives. Tandis que faute de développement créatif d'emplois durables, on assiste à une explosion du marché informel et de l'import au point où ce dernier est de plus en plus considéré comme une menace pour l'économie algérienne. Quant à la corruption, il suffit de savoir que l'ONG Transparency international a classé l'Algérie parmi les pays les plus corrompus du monde!

Seules éclaircies dans ce tableau quelque peu pessimiste, l'émergence des syndicats autonomes qui ont mené des actions d'ampleur

nationale-grève des fonctionnaires, de l'enseignement secondaire et technique, de la santé -... et celle de ces espaces d'expression culturelle, de ces forums de débats économiques et sociétaux, de mouvements de protestation contre l'intolérance religieuse, les atteintes à la liberté syndicale et d'expression. Des faits annonciateurs de l'émergence d'une société civile...

L'aboutissement d'une normalisation autoritaire de l'État et de la société

16

Ces exemples montrent qu'en cinq ans (2004-09) Abdelaziz Bouteflika et ceux qui le soutiennent ont réussi à faire place nette en donnant la mesure de leur savoir-faire : une opposition affaiblie sur fond de limitation des libertés, et un espace de plus en large concédé à l'islamisme et aux courants les plus conservateurs du pays. On peut estimer que la réélection d'Abdelaziz Bouteflika est le couronnement d'un processus de normalisation autoritaire et conservatrice de l'État et de la société dont il avait esquissé les contours avant son arrivée au pouvoir et dans les premiers mois de l'exercice de son premier mandat via une série d'entretiens et de discours, puis mis en pratique durant son second mandat. Un autoritarisme qui s'inscrit dans cette volonté de reconstruire un consensus politique fondé sur les valeurs islamo-nationalistes, gommant les différences entre laïcs, progressistes, partisans de l'arabo-islamisme et islamistes, consensus supposé exister avant 1989 et qui aurait été, selon Abdelaziz Bouteflika, rompu par l'ouverture politique. « La société, déclarait-il en juin 2005, acceptait plus ou moins l'hégémonie de l'Etat-parti en échange de ce que celui-ci lui fournissait en termes de satisfaction des besoins sociaux », consensus qui aurait assuré « une paix sociale et civique pendant un quart de siècle ». Et selon cette vision unanimiste et socialement indifférenciée de la société algérienne, le taux de 74,11 % de participation et les 90,24 % de voix obtenues par Bouteflika n'en sont que la traduction politique ou, si l'on veut, un juste retour à la situation prévalant avant les événements d'octobre 1988!

Réconciliation nationale et paix sociale, les deux faces d'une vision d'une société unanimiste et socialement indifférenciée

Ne se faisant naturellement aucun souci quant à sa réélection, Abdelaziz Bouteflika, qui s'est même permis d'inciter les Algériens à voter pour ses adversaires, a donc axé sa campagne exclusivement sur la réconciliation nationale et l'amnistie envers les islamistes armés,

« ce processus de dédramatisation et de normalisation du fanatisme » selon l'expression du philosophe tunisien Mezri Haddad, comme si la récession annoncée, le chômage, la pauvreté ne figuraient pas au rang des priorités.

Ainsi, il a d'emblée assuré les « égarés » [les islamistes armés] que « les portes du pardon restent ouvertes », avertissant toutefois qu'« il n'y aura pas d'amnistie générale sans référendum car c'est le peuple qui pardonne ». Une position qu'il a réitérée lors de sa prestation de serment le 19 avril, déclarant qu'elle devrait « contribuer essentiellement à raffermir la cohésion sociale et à garantir la pérennité de l'unité nationale ». Autrement dit, après avoir promulgué la Concorde civile en septembre 1999, puis la réconciliation nationale en septembre 2005, le chef de l'État s'apprête à briser un tabou : amnistier les islamistes armés ! Alors que par ailleurs, il n'a cessé de déclarer que la paix était revenue et qu'il ne restait dans les maquis que quelques « résidus » ! Au regard de la donne sécuritaire actuelle, caractérisée par un net fléchissement des actes terroristes par rapport aux années 1990, tout incite à penser que cette amnistie prépare le terrain à l'intégration politique des courants islamistes, au premier plan celui de l'ex-FIS, demeurés en dehors du système. Et vise du même coup, grâce à cette intégration, à écarter définitivement le risque d'une alternative démocratique moderniste. Les dirigeants de l'ex-FIS, qui n'en démordent pas, ont pour l'heure d'autres objectifs. Dans un entretien paru dans *El Khabar el Ousboui* daté du 1^{er} avril, l'ex-chef de l'AIS (Armée islamique du salut), Madani Mezrag, a d'ailleurs rappelé au président Bouteflika qu'il n'a pas tenu ses engagements en interdisant aux dirigeants du FIS de relancer leur parti en contrepartie de leur acceptation d'avoir cessé le djihad !

En attendant que ces « égarés » se déterminent, s'il y a une menace que redoutent de nombreux secteurs de la société algérienne et que minimise le pouvoir politique, c'est bien la récession. Mais là encore, la démarche préconisée s'inscrit dans ce besoin (décrit ci-dessus) de reconstruire ce consensus socio-politique autour d'un pouvoir fort devant assurer, à côté d'une paix civile retrouvée, une nouvelle paix sociale. Et ce, à travers un plan de développement ambitieux de 150 milliards de dollars (2009-2014), la création de trois millions d'emplois et d'un million de logements. Reste que par ces temps de crise financière internationale, ces promesses sont difficilement tenables. En effet, alors que le prix du baril de pétrole (ressource exclusive de l'Algérie) plafonne autour de 45 dollars contre une moyenne de 100 dollars durant les trois dernières années, avec un pic à 140 dollars durant l'été 2008, la question, qu'aucun parti de l'opposition ne lui a posée, est de savoir comment le président réélu compte financer son plan de 150 milliards de dollars.

Certes, durant ses visites dans différentes régions du pays, le chef d'État algérien ne cessait de répéter que « de l'argent, il y en a » ! En effet, grâce à une bonne conjoncture pétrolière, les clignotants financiers étaient jusqu'à fin 2008 au vert : une balance des paiements excédentaire de plus de 29 milliards de dollars, des réserves de change ayant atteint 138 milliards de dollars, plaçant l'Algérie au 11^e rang mondial... De plus, grâce à des remboursements anticipés, la dette extérieure a été ramenée à moins de 700 millions de dollars à fin 2008 alors qu'elle se situait à 27 milliards en 1994 avant de passer à 15,5 milliards de dollars à fin 2006.

Revers de la médaille, cette croissance est exclusivement financière, tirée par les exportations de pétrole et de gaz (97% du total des exportations algériennes). Il s'agit d'une croissance sans développement générateur d'emplois durables. Autrement dit, en dépit des promesses d'Abdelaziz Bouteflika, dix ans après son arrivée au pouvoir, l'économie algérienne reste dépendante des hydrocarbures. Un simple retournement de conjoncture—c'est le cas aujourd'hui avec la dégringolade du prix du baril—peut ramener l'Algérie dix ans en arrière ! Car l'argent du pétrole n'a pas servi à la relance de la machine économique ou à financer des investissements productifs. En effet, la construction de l'autoroute est-ouest (plus de 1000 km), la modernisation des transports, l'achèvement de la réalisation du métro d'Alger et la construction de centaines de milliers de logements et le relogement partiel des sinistrés du tremblement de terre du printemps 2003 ne doivent pas masquer le fait que c'est la « mafia » de l'import qui a le plus profité de cette embellie financière. Car, faute d'une stratégie de développement, dans ce pays où l'on ne produit presque rien car presque tout est importé—les importations ont quadruplé, passant de moins de 10 milliards de dollars en 1999 à près de 40 milliards de dollars à fin 2008—on a assisté à une explosion du marché de l'informel et, parallèlement, à l'émergence d'une classe d'affaires parasitaire, qui dispose désormais de relais au plus haut niveau de l'appareil d'État au point de freiner le développement productif. Selon Rédha Hamiani, président du Forum des chefs d'entreprise (FCE, le patronat algérien), sur les 1200 milliards de dinars (12 milliards d'euros) de crédits à l'économie octroyés au secteur privé, 900 milliards (9 milliards d'euros) « sont consacrés à l'importation ». Il en est ainsi du marché du médicament (1,4 milliard de dollars d'importation) où l'État ne parvient pas à imposer l'interdiction des importations de médicaments fabriqués en Algérie, ni à promouvoir le développement d'une industrie pharmaceutique en mesure de satisfaire les besoins du pays. Autre exemple, la tomate industrielle. Du fait des importations de tomates en conserve à coup de millions de dollars

de Chine, d'Italie, de Turquie (de moindre qualité) écoulées à des prix inférieurs à celles qui sont produites localement, c'est toute une industrie et des exploitations agricoles employant plus de 100 000 salariés dans l'Est algérien qui sont menacées. Il en va de même pour le fer à béton, le ciment, des produits que l'on préfère importer quitte à fermer des chaînes de production ; tandis que par ailleurs, bureaucratie et corruption aidant, on décourage l'investissement productif national et même étranger. En bref, déréglementation oblige, depuis la fin du monopole d'État sur le commerce extérieur, sur fond de désindustrialisation accélérée et de stagnation de la production agricole, l'Algérie est devenue un immense marché d'écoulement de produits importés de l'Union européenne et des pays asiatiques. Si une partie du marché – automobile, produits industriels et électroniques – est détenue légalement par des sociétés mixtes, une autre partie, en revanche, le « marché informel », essentiellement des produits de contrefaçon, représentant un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars, échappe au contrôle de l'État. Sur ce marché, les transactions s'opèrent en argent liquide. Des centaines de millions de dinars algériens sont échangés en euros ou en dollars sur le marché noir avant d'être transférés en Europe. Cette fuite des capitaux est estimée à plusieurs centaines de millions de dollars par an. L'État algérien laisse faire : car le marché informel, tenu par des barons ayant leurs entrées à certains niveaux du pouvoir politique, et sur lequel opèrent, grâce à l'argent du racket, d'anciens islamistes repentis, assure un revenu à des centaines de milliers de personnes et de foyers algériens. Il constitue une formidable soupape sociale de sûreté mais aussi de profit pour une toute une catégorie sociale qui, par la force des choses, est devenue un solide soutien à un régime politique obsédé par sa survie.

Mais les faits sont têtus. Le pouvoir va être rapidement confronté à des choix socialement douloureux. À commencer par trouver l'argent pour financer son ambitieux plan de développement. Dépendant d'une unique source de revenu, le pétrole et le gaz, l'Algérie fait face déjà à une chute drastique de ses revenus pour 2009 : avec un baril à 45 dollars, les prévisions de recettes à l'exportation vont baisser de plus de 50 %, alors que le niveau des importations sera en hausse, soit plus de 40 milliards de dollars. Autrement dit, pour la première fois depuis 1997, année où l'Algérie a affiché un solde commercial extérieur positif, elle risque de se retrouver avec un solde commercial négatif. Et si la tendance à la baisse du prix du baril se maintient étant donné que le FMI annonce une croissance négative en ce qui concerne les pays développés consommateurs de pétrole pour les deux années à venir, l'Algérie sera contrainte de puiser dans ses réserves de change. Et quand on sait qu'une partie de ces

réserves – 40 milliards de dollars – a été investie dans l’achat de bons du Trésor américain, il est à craindre que les 90 milliards de dollars restant ne fondent comme neige au soleil et qu’à nouveau l’Algérie recoure à l’emprunt extérieur pour financer ses besoins pressants. De ce fait, sauf retournement de conjoncture, bien improbable sur le court terme, l’avenir est plus qu’incertain. Avec un ascenseur social en panne, le développement de la précarisation de l’emploi salarié et la tendance à la compression des effectifs pour raisons économiques, le pouvoir va de plus faire face à une forte demande sociale : la réduction du chômage (officiellement près de 13 % de la population dont une partie sont des diplômés chômeurs), alors que chaque année près de 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, de la pauvreté (20 % de la population) qui risque, faute de relance de la machine économique, de s’accroître, et la revalorisation des salaires ne peuvent être indéfiniment différées. Autant de bombes à retardement – on peut en citer d’autres en matière de santé, d’éducation et de formation – que le pouvoir aura du mal à désamorcer. Passé l’élection présidentielle, les grèves ont repris, les émeutes sociales secouent de nouveau certaines régions, et le phénomène des « haragas » se poursuit. Quant au terrorisme, en dépit des promesses d’amnistie, rien de permet ne croire qu’il va cesser, du moins sur le court terme.